

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/11352]

14 MARS 2019. — Décret portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les dispositions du présent décret s'appliquent à l'enseignement maternel, primaire, secondaire de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'article 17 du présent décret s'applique aux internats, homes d'accueil et homes d'accueil permanent organisés par la Communauté française.

TITRE II. — Dispositions relatives à la charge des membres du personnel enseignant**CHAPITRE 1^{er}. — Les composantes de la charge**

Art. 2. § 1^{er}. La charge enseignante est composée :

1. du travail en classe;
2. du travail pour la classe;
3. du service à l'école et aux élèves;
4. de la formation en cours de carrière;
5. du travail collaboratif qui est une modalité d'exercice transversale des composantes 1^o à 4^o.

§ 2. Les périodes visées dans les composantes du § 1^{er} sont comptabilisées en périodes de 50 minutes.

§ 3. Le règlement de travail est mis en conformité avec le présent décret et détermine les modalités de l'exercice des différentes composantes de la charge du personnel.

§ 4. Les membres du personnel assistant aux organes locaux de concertation sociale verront une ou plusieurs des composantes de la charge visée aux points 1^o, 3^o ou 5^o du § 1^{er} réduites à concurrence de la durée de ces séances.

CHAPITRE II. — Le travail en classe

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'enseignement ordinaire, l'horaire hebdomadaire de travail en classe pour une fonction à prestations complètes :

1. d'instituteur maternel est de 26 périodes;
2. du maître de psychomotricité, dans l'enseignement maternel, est de 26 périodes;
3. d'instituteur primaire est de 24 périodes;
4. des maîtres de morale, de religion catholique, de religion islamique, de religion israélite, de religion orthodoxe, de religion protestante, de philosophie et de citoyenneté, d'éducation physique, de seconde langue : néerlandais, de seconde langue : anglais, de seconde langue : allemand, dans l'enseignement primaire, est de 24 périodes;
5. de professeur de cours généraux, de cours techniques et de morale non confessionnelle ainsi que de religion catholique, de religion islamique, de religion israélite, de religion orthodoxe, de religion protestante au degré inférieur est de 22 périodes;
6. de professeur de cours généraux, de cours techniques, de morale non confessionnelle ainsi que de religion catholique, de religion islamique, de religion israélite, de religion orthodoxe, de religion protestante au degré supérieur est de 20 périodes;
7. de professeur de cours de pratique professionnelle est de 28 périodes;
8. d'accompagnateur CEFA est de 34 périodes.

§ 2. Dans l'enseignement spécialisé, l'horaire hebdomadaire de travail en classe pour une fonction à prestations complètes :

1. d'instituteur maternel est de 24 périodes;
2. des maîtres d'éducation physique, dans l'enseignement maternel, est de 24 périodes;
3. d'instituteur primaire est de 22 périodes;
4. des maîtres de morale, de religion catholique, de religion islamique, de religion israélite, de religion orthodoxe, de religion protestante, de philosophie et de citoyenneté, d'éducation physique, de seconde langue : néerlandais, de seconde langue : anglais, de seconde langue : allemand, dans l'enseignement primaire est de 22 périodes;
5. de professeur de cours généraux au degré inférieur est de 20 périodes;
6. de professeur de cours techniques au degré inférieur (formes 1, 2 et 3) est de 22 périodes;
7. de professeur de cours techniques au degré inférieur (forme 4) est de 20 périodes;
8. de professeur de pratique professionnelle au degré inférieur (formes 1, 2 et 3) est de 22 périodes;
9. de professeur de morale non confessionnelle, de religion catholique, de religion islamique, de religion israélite, de religion orthodoxe, de religion protestante au degré inférieur est de 20 périodes;
10. de professeur de pratique professionnelle au degré inférieur (forme 4 du 1^{er} degré) est de 20 périodes;
11. de professeur de pratique professionnelle au degré inférieur (forme 4 du 2^{ème} degré) est de 26 périodes;
12. de professeur de cours généraux au degré supérieur (forme 4) est de 18 périodes;
13. de professeur de cours techniques au degré supérieur (forme 4) est de 18 périodes;
14. de professeur de morale non confessionnelle, de religion catholique, de religion islamique, de religion israélite, de religion orthodoxe, de religion protestante au degré supérieur (forme 4) est de 18 périodes;
- de professeur de pratique professionnelle au degré supérieur (forme 4) est de 26 périodes.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, dans l'enseignement ordinaire, un membre du personnel enseignant peut dépasser cet horaire hebdomadaire s'il accepte des périodes additionnelles dans le cadre de l'application de l'article 5.

Par dérogation à l'article 3, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel enseignant peut dépasser cet horaire hebdomadaire augmenté de deux périodes de travail collaboratif, s'il accepte des périodes additionnelles dans le cadre de l'application de l'article 5.

Art. 5. § 1^{er}. On entend par « période additionnelle », toute période dépassant la notion de fonction à prestations complètes au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction Publique et de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

Les périodes additionnelles ne donnent pas lieu à pécule de vacances, allocation de fin d'année et traitement différé.

Sans préjudice des dispositions relatives à la fixation du traitement des enseignants exerçant une fonction principale à prestations complètes, ou incomplètes formant une unité, l'agent qui preste des périodes additionnelles dans une seule fonction se voit appliquer l'échelle de traitement relative à la fonction considérée.

Lorsque l'agent preste des périodes additionnelles dans plusieurs fonctions, le calcul de la rémunération est opéré pour chaque fonction.

§ 2. Ces périodes sont attribuées aux membres du personnel de la catégorie du personnel directeur et enseignant par le pouvoir organisateur, dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française, après application des règles statutaires de dévolution des emplois aux membres du personnel.

Pour l'enseignement maternel et primaire, ces périodes sont en outre attribuées :

a soit par défaut de candidat de niveau de titre de capacité listé plus élevé, de même niveau ou d'un niveau juste inférieur à celui du membre du personnel dont on se propose de porter la charge au-delà d'un temps plein pour un maximum de 4 périodes,

b soit par défaut de candidat de niveau de titre de capacité listé plus élevé, de même niveau ou d'un niveau juste inférieur à celui du membre du personnel dont on se propose de porter la charge au-delà du temps presté, suite à un congé à temps partiel non rémunéré, pour un maximum de 4 périodes.

Pour l'enseignement secondaire, ces périodes sont en outre attribuées :

a. soit, en ne dépassant pas deux périodes, en vue d'éviter le fractionnement d'un bloc de cours dispensé par ce même membre du personnel;

b. soit par défaut de candidat de niveau de titre de capacité listé plus élevé, de même niveau ou d'un niveau juste inférieur à celui du membre du personnel dont on se propose de porter la charge au-delà d'un temps plein pour un maximum de 4 périodes. Par dérogation, 6 périodes peuvent être attribuées à un même membre du personnel lorsqu'elles forment un seul bloc de cours;

c. soit par défaut de candidat de niveau de titre de capacité listé plus élevé, de même niveau ou d'un niveau juste inférieur à celui du membre du personnel dont on se propose de porter la charge au-delà du temps presté, suite à un congé à temps partiel non rémunéré, pour un maximum de 4 périodes. Par dérogation, 6 périodes peuvent être attribuées à un même membre du personnel lorsqu'elles forment un seul bloc de cours.

Ces périodes additionnelles ne peuvent être attribuées que pour du travail en classe.

Après application des règles statutaires de dévolution des emplois, si plusieurs enseignants revendiquent ces périodes, elles sont attribuées selon un ordre de priorité fixé selon la qualité requise, suffisante, de pénurie ou « autre » du titre du membre du personnel pour la fonction visée telle que définie par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Les périodes attribuées en vertu des points a) et b) de l'alinéa 2, b) et c) de l'alinéa 3 ne peuvent l'être qu'à un membre du personnel définitif ou un membre du personnel temporaire prioritaire dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les services prestés dans ce cadre sont valorisables dans le calcul de l'ancienneté de fonction et de service tels que prévus dans les différents statuts en vue de faire valoir des droits statutaires à la priorité à la désignation ou à l'engagement à titre temporaire dans l'enseignement subventionné ou être désigné en qualité de temporaire prioritaire ou protégé dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Les périodes additionnelles n'entrent pas en considération dans les limites des 1560 minutes par semaine ou des 962 heures par an fixées aux articles 18, § 3, 19, § 2, 20, §§ 2 et 3, et 21, §§ 2 et 3, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, et aux articles 29, § 2, et 30, §§ 2 et 3, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

En aucun cas, l'octroi de périodes additionnelles ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif au-delà d'une charge complète.

CHAPITRE III. — *Le travail pour la classe*

Art. 6. § 1^{er}. Le travail pour la classe visé à l'article 2, § 1^{er}, 2°, comprend, notamment, les missions suivantes :

- a. la préparation et l'élaboration des séquences d'enseignement;
- b. la préparation des supports des séquences d'enseignement;
- c. la préparation, la correction et l'encodage des évaluations;
- d. la gestion administrative des élèves qui lui sont confiés et de la ou des classes qui lui sont confiées;

e. la gestion pédagogique des élèves qui lui sont confiés et de la ou des classes, qui lui sont confiées, le cas échéant avec le centre psycho-médico-social et, pour l'enseignement spécialisé, dans le respect de la concertation prévue à l'article 2, § 4, du décret du 3 mars 2004 précité.

§ 2. Les membres du personnel visés par le présent titre sont indemnisés pour l'utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée, dans le cadre des composantes définies à l'article 2, § 1^{er}, notamment 1° et 2°, au titre de remboursement de frais propres à l'employeur.

Cette indemnisation correspond à un montant forfaitaire annuel de 100 euros, liquidé avant le 31 décembre de chaque année civile au cours de laquelle le membre du personnel peut se prévaloir d'une ou plusieurs périodes de prestations constituant au total au moins 90 jours de prestations d'enseignement effectives au cours de l'année civile, à la date du 30 novembre incluse. Ce montant est liquidé directement aux membres du personnel par les Services du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Le service à l'école et aux élèves*

Art. 7. Les missions du service à l'école et aux élèves visées à l'article 2, § 1^{er}, 3^o, recouvrent deux types de missions :

1. les missions obligatoires pour tous les membres du personnel enseignant;

les missions collectives dont les thématiques sont le cas échéant prises en charge au niveau de l'établissement scolaire en en confiant la charge à un ou plusieurs membres du personnel déterminés.

Art. 8. § 1^{er}. Dans l'enseignement fondamental ordinaire, les missions visées à l'article 7, 1^o, sont les suivantes :

1. sur la base d'un calendrier annuel ou trimestriel fixé anticipativement, la participation aux réunions entre membres de l'équipe éducative et parents;

2. la participation durant les heures scolaires aux activités socioculturelles et sportives en lien avec le projet d'établissement;

3. la participation aux réunions où sont abordées les évaluations certificatives et formatives, dont celles relatives, le cas échéant, au maintien d'un élève;

4. les minutes de surveillance par semaine comprises dans les 1560 minutes visées aux articles 18, § 3, et 19, § 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

5. les autres services rentrant dans les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements visées aux articles 17 et 17bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné; 10 et 10bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné et 9 et 9bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

§ 2. Dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4, les missions visées à l'article 7, 1^o, sont les suivantes :

1. sur la base d'un calendrier annuel ou trimestriel fixé anticipativement, la participation aux réunions entre membres de l'équipe éducative et parents;

2. la participation durant les heures scolaires aux activités socioculturelles et sportives en lien avec le projet d'établissement;

3. la participation aux jurys de qualification et aux conseils de guidance;

4. la participation aux conseils de classe - fixés anticipativement dans un calendrier annuel ou trimestriel, ceux où sont abordées les évaluations formatives et certificatives, et ceux où sont prises des décisions en matière de sanction des études.

5. les autres services rentrant dans les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements visées aux articles 17 et 17bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, 10 et 10bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné et 9 et 9bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

§ 3. Dans l'enseignement maternel et primaire spécialisé, les missions visées à l'article 7, 1^o, sont les suivantes :

1. sur la base d'un calendrier annuel ou trimestriel fixé anticipativement, la participation aux réunions entre membres de l'équipe éducative et parents;

2. la participation durant les heures scolaires aux activités socioculturelles et sportives en lien avec le projet d'établissement;

3. la participation aux conseils de classe fixés anticipativement dans un calendrier annuel ou trimestriel;

4. les minutes de surveillances par semaine comprises dans les 1560 minutes visées aux articles 29, § 2, et 30, § 2, du décret du 3 mars 2004 précité;

5. les autres services rentrant dans les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements visées aux articles 17 et 17bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, 10 et 10bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné et 9 et 9bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

§ 4. Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, 2 et 3 les missions visées à l'article 7, 1^o, sont les suivantes :

1. sur la base d'un calendrier annuel ou trimestriel fixé anticipativement, la participation aux réunions entre membres de l'équipe éducative et parents;

2. la participation durant les heures scolaires aux activités socioculturelles et sportives en lien avec le projet d'établissement;

3. la participation aux jurys de qualification;

4. la participation aux conseils de classe fixés anticipativement dans un calendrier annuel ou trimestriel;

5. les autres services rentrant dans les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements visées aux articles 17 et 17bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, 10 et 10bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné et 9 et 9bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

§ 5. Les modalités pratiques de ces missions sont concertées annuellement au sein de l'organe local de concertation sociale.

Art. 9. § 1^{er}. Les missions visées à l'article 7, 2^o, sont les suivantes :

1. délégué en charge de la communication interne à l'établissement;
2. délégué chargé du support administratif et/ou pédagogique à la direction;
3. délégué en charge des relations avec les partenaires extérieurs de l'établissement scolaire;
4. délégué en charge de la confection des horaires;
5. délégué en charge de la coordination des stages des élèves;
6. délégué - référent pour les membres du personnel temporaire autre que débutant;
7. délégué en charge de coordination pédagogique;
8. délégué - référent pour les membres du personnel débutants y compris les temporaires débutants;
9. délégué en charge de la coordination des maîtres de stage;
10. délégué en charge de la coordination des enseignants référents;
11. délégué en charge des relations avec les parents;
12. délégué - référent numérique;
13. délégué en charge de médiation et de la gestion des conflits entre élèves;
14. délégué en charge de l'orientation des élèves;
15. délégué - référent aux besoins spécifiques et aux aménagements raisonnables.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er}, point 7) à 15), requièrent que le membre du personnel à qui la mission est confiée ait suivi ou se soit engagé à démarrer, endéans l'année scolaire, une formation spécifique définie ou reconnue par le pouvoir organisateur.

§ 3. Le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné, et le directeur, dans l'enseignement organisé, attribuent les missions visées au § 1^{er} au terme d'un appel à candidatures lorsqu'y sont liées une ou plusieurs période(s) professeurs ou période(s) du capital-périodes octroyées en vertu du titre 7 du présent décret.

Cet appel à candidatures est affiché dans l'école et distribué à tous les membres du personnel de l'établissement.

L'appel à candidatures précise :

- a. le contenu de la mission,
- b. le nombre de périodes allouées et le temps de prestation,
- c. la durée de la mission et son caractère éventuellement renouvelable,
- d. la formation exigée,
- e. les éventuels critères complémentaires définis par le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné, ou par le directeur, dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

L'appel prévoit une période minimum de 10 jours ouvrables pour le dépôt des candidatures.

L'appel est soumis à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, de l'organe local de concertation sociale, ou à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Les périodes consacrées à l'exercice des missions précitées doivent être accrochées par le pouvoir organisateur à une fonction de recrutement de la catégorie du personnel directeur et enseignant telle que définie par le décret du 11 avril 2014 précité.

Art. 10. Le pouvoir organisateur, ou son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, ou le directeur, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, peut élaborer, avec l'équipe éducative, une liste de missions complémentaires aux missions visées à l'article 9 dans le cadre du plan de pilotage ou du contrat d'objectifs.

L'attribution de ces missions se fait selon la procédure prévue à l'article 9, § 3, lorsqu'y sont liées une ou plusieurs période(s) professeurs ou période(s) du capital-périodes octroyées en vertu du titre 7 du présent décret.

Art. 11. Le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, ou le directeur, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, peut adopter une liste de missions complémentaires aux missions visées aux articles 9 et 10, moyennant l'avis de l'organe local de concertation sociale.

L'attribution de ces missions se fait selon la procédure prévue à l'article 9, § 3 lorsqu'y sont liées une ou plusieurs période(s) professeurs ou période(s) du capital-périodes octroyées en vertu du titre 7 du présent décret.

CHAPITRE V. — *La formation en cours de carrière*

Art. 12. La formation en cours de carrière comprend le processus de formation en cours de carrière visé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire et le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

CHAPITRE VI. — *Le travail collaboratif*

Art. 13. Le travail collaboratif est le travail avec les autres membres du personnel, et le cas échéant la direction, dans le cadre duquel le membre du personnel effectue tout ou partie des missions suivantes :

- a. la participation aux réunions des équipes pédagogique et éducative;
- b. le travail de collaboration dans une visée pédagogique, soutenu par la direction, avec d'autres membres du personnel, y compris d'autres établissements scolaires ou de centres PMS.

Les périodes de travail collaboratif ne sont pas comptabilisées dans le capital-périodes ou le nombre total de périodes professeurs de l'établissement, sauf dans l'enseignement maternel et primaire spécialisé, où elles sont comptabilisées à concurrence des périodes prévues à l'article 14, §§ 2 et 4.

Art. 14. § 1^{er}. Dans l'enseignement maternel ordinaire, les membres du personnel enseignant exerçant une fonction à prestations complètes sont tenus d'accomplir 60 périodes par année scolaire de travail collaboratif, en dehors des périodes visées à l'article 3, des missions visées à l'article 8 et des jours obligatoires de formation en cours de carrière prévus dans les décrets du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire.

§ 2. Dans l'enseignement maternel spécialisé, les membres du personnel enseignant sont tenus d'accomplir en supplément de leur travail en classe l'équivalent de :

1. 2 périodes de travail collaboratif par semaine si leurs prestations sont comprises entre 12 et 24 périodes au sein du même pouvoir organisateur;

2. 1 période de travail collaboratif par semaine si leurs prestations sont comprises entre 7 et 11 périodes au sein du même pouvoir organisateur.

En deçà de 7 périodes par semaine au sein du même pouvoir organisateur, leurs obligations se limitent à la transmission et à la prise de connaissance des informations utiles à la bonne organisation des activités pédagogiques.

Lorsqu'un membre du personnel n'est pas tenu de prêter l'équivalent de deux périodes de travail collaboratif, il ne peut être considéré comme exerçant une fonction à prestations complètes que si les périodes de travail collaboratif non prestées sont remplacées par du travail en classe.

§ 3. Dans l'enseignement primaire ordinaire, les membres du personnel enseignant exerçant une fonction à prestations complètes sont tenus d'accomplir au moins 60 périodes par année scolaire de travail collaboratif, en dehors des périodes visées à l'article 3, des missions visées à l'article 8 et des jours obligatoires de formation en cours de carrière prévus dans les décrets du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire.

§ 4. Dans l'enseignement primaire spécialisé, les membres du personnel enseignant sont tenus d'accomplir en supplément de leur travail en classe l'équivalent de :

1. 2 périodes de travail collaboratif par semaine si leurs prestations sont comprises entre 11 et 22 périodes au sein du même pouvoir organisateur;

2. 1 période de travail collaboratif par semaine si leurs prestations sont comprises entre 7 et 10 périodes au sein du même pouvoir organisateur.

En deçà de 7 périodes par semaine au sein du même pouvoir organisateur, leurs obligations se limitent à la transmission et à la prise de connaissance des informations utiles à la bonne organisation des activités pédagogiques.

Lorsqu'un membre du personnel n'est pas tenu de prêter l'équivalent de deux périodes de travail collaboratif, il ne peut être considéré comme exerçant une fonction à prestations complètes que si les périodes de travail collaboratif non prestées sont remplacées par du travail en classe.

§ 5. Si les membres du personnel visés aux §§ 1 et 3 exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit.

Art. 15. § 1^{er}. - Dans l'enseignement secondaire ordinaire, les membres du personnel enseignant exerçant une fonction à prestations complètes sont tenus d'accomplir 60 périodes par année scolaire de travail collaboratif, en dehors des périodes visées à l'article 3, des missions visées à l'article 8 et des jours obligatoires de formation en cours de carrière prévus dans le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

S'ils exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit.

§ 2. - Dans l'enseignement secondaire spécialisé, les membres du personnel enseignant sont tenus d'accomplir en supplément de leur travail en classe l'équivalent de :

1. 2 périodes de travail collaboratif par semaine si leurs prestations sont comprises entre 11 et 22 périodes au sein du même pouvoir organisateur;

2. 1 période de travail collaboratif par semaine si leurs prestations sont comprises entre 7 et 10 périodes au sein du même pouvoir organisateur.

En deçà de 7 périodes par semaine au sein du même pouvoir organisateur, leurs obligations se limitent à la transmission et à la prise de connaissance des informations utiles à la bonne organisation des activités pédagogiques.

Lorsqu'un membre du personnel n'est pas tenu de prêter de travail collaboratif, les périodes non prestées sont remplacées par du travail en classe.

Lorsqu'un membre du personnel n'est pas tenu de prêter l'équivalent de deux périodes de travail collaboratif, il ne peut être considéré comme exerçant une fonction à prestations complètes que si les périodes de travail collaboratif non prestées sont remplacées par du travail en classe.

Art. 16. L'organisation du travail collaboratif, notamment sa répartition sur l'année, est concertée au sein de l'organe local de concertation sociale.

TITRE III. — Dispositions relatives aux éducateurs

Art. 17. Les éducateurs exerçant une fonction à prestations complètes sont tenus d'accomplir :

1. dans l'enseignement maternel ordinaire, 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire;
2. dans l'enseignement primaire ordinaire, au moins 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire;
3. dans l'enseignement secondaire ordinaire, 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire;
4. dans les internats, homes d'accueil ou homes d'accueil permanents organisés par la Communauté française, 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire

S'ils exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit.

Les périodes consacrées au travail collaboratif sont comprises dans le volume de prestations des éducateurs.

TITRE IV. — Dispositions relatives aux accompagnateurs CEFA.

Art. 18. Les accompagnateurs exerçant une fonction à prestations complètes sont tenus d'accomplir 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire.

S'ils exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit.

TITRE V. — Dispositions relatives aux fonctions du personnel paramédical, social et psychologique

Art. 19. Les membres du personnel exerçant une fonction du personnel paramédical, social et psychologique à prestations complètes sont tenus d'accomplir :

1. dans l'enseignement primaire ordinaire ou spécialisé, au moins 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire;
2. dans les autres niveaux et formes d'enseignement, 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire.

S'ils exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit.

TITRE VI. — Dispositions relatives aux fonctions de sélection et de promotion

Art. 20. § 1^{er}. Les membres du personnel exerçant une fonction de sélection et de promotion à prestations complètes, à l'exception des directeurs, sont tenus d'accomplir :

1. dans l'enseignement primaire ordinaire ou spécialisé, au moins 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire;
2. dans les autres niveaux et formes d'enseignement, 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire.

S'ils exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit.

§ 2. Les membres du personnel visés par le présent titre, à l'exception des directeurs, sont indemnisés pour l'utilisation à des fins professionnelles de leur outil informatique privé et de leur connexion internet privée, au titre de remboursement de frais propres à l'employeur.

Cette indemnisation correspond à un montant forfaitaire annuel de 100 euros, liquidé avant le 31 décembre de chaque année civile au cours de laquelle le membre du personnel peut se prévaloir d'une ou plusieurs périodes de prestations constituant au total au moins 90 jours de prestations d'enseignement effectives au cours de l'année civile, à la date du 30 novembre incluse. Ce montant est liquidé directement aux membres du personnel par les Services du Gouvernement.

TITRE VII. — Dispositions relatives à l'octroi de moyens supplémentaires dans le cadre de la future carrière en trois étapes

Art. 21. § 1^{er}. Dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, des moyens supplémentaires pour l'exercice des missions du service à l'école et aux élèves visé aux articles 9, § 1^{er}, 10 et 11 sont octroyés au bénéfice des enseignants expérimentés :

- a. à partir du 1^{er} septembre 2019, 0,33 % du capital périodes, du cadre d'emploi ou du NTPP global;
- b. à partir du 1^{er} septembre 2020, 0,66 % du capital périodes, du cadre d'emploi ou du NTPP global;
- c. à partir du 1^{er} septembre 2021, 1,00 % du capital périodes, du cadre d'emploi ou du NTPP global.

§ 2. La notion de cadre d'emploi visé au § 1^{er} est constituée, pour l'enseignement fondamental ordinaire, du complément de direction, des périodes d'instituteurs maternels, des périodes de psychomotricité, des périodes d'instituteurs primaires, des périodes d'éducation physique et des périodes de langues modernes. Il ne comprend pas les périodes de cours philosophiques, les périodes d'encadrement différencié et l'encadrement complémentaire destiné au dispositif DASPA ou d'accompagnement FLA.

Les augmentations de cadre dans l'enseignement maternel, prévues aux articles 43, 44, 44bis, 44ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, ne sont pas prises en considération pour établir le cadre d'emploi visé au § 1^{er}.

Art. 22. L'enseignant expérimenté répond aux conditions suivantes :

1. il n'a pas fait l'objet d'une évaluation défavorable dans les 10 dernières années;
2. il dispose d'une ancienneté de 15 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

TITRE VIII. — Dispositions modificativesCHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions statutaires*

Art. 23. A l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, sont apportées les modifications suivantes :

1. au § 1^{er}, après les termes « article 7 », sont ajoutés les termes « ainsi qu'à l'article 5 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs »;

2. au § 2, après les termes « article 7 », sont ajoutés les termes « ainsi qu'à l'article 5 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs ».

Art. 24. A l'article 18, alinéa 1^{er}, du même arrêté est ajouté un point e) rédigé comme suit :

« e) en tant que périodes additionnelles telles que définies « ainsi qu'à l'article 5 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs ».

Art. 25. Dans le même arrêté est ajouté un titre III^{quater} rédigé comme suit :

« TITRE III^{quater}. — DES PERIODES ADDITIONNELLES.

Art. 44^{octies}. Le traitement relatif aux périodes additionnelles visées à l'article 5 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, est calculé suivant le traitement que recevrait le membre du personnel concerné, avec son éventuelle ancienneté prise en compte dans ce calcul. ».

Art. 26. L'article 3 de l'arrêté royal du 15 mai 1958 fixant les échelles des grades du personnel enseignant les échelles des grades du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique est abrogé.

Art. 27. L'article 2 de l'arrêté royal du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est abrogé.

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 28. A l'article 20 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées :

1. le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les transferts de périodes-professeurs attribués au premier degré vers les autres degrés sont autorisés à hauteur d'un maximum de 5 % pour autant que les trois conditions suivantes soient rencontrées :

a) les maxima par classe au 1^{er} degré sont respectés;

b) la remédiation est organisée au profit des élèves du 1^{er} degré, notamment au travers de l'année complémentaire pour les écoles concernées, conformément aux dispositions du présent décret;

c) ce transfert participe au respect des moyennes et/ou des maxima visés à l'article 23^{bis}, § 1^{er}, dans un (des) autre(s) degré(s).

Si le nombre d'élèves inscrits au 1^{er} degré à la date du 1^{er} septembre est inférieur au nombre d'élèves inscrits au 1^{er} degré à la date du 15 janvier précédent, le transfert de périodes-professeurs vers le 2^{ème} degré peut dépasser 5 % du NTPP, pour autant que le nombre de périodes transférées ne soit pas supérieur au nombre de périodes générées par la différence entre le nombre d'élèves inscrits au 1^{er} degré à la date du 15 janvier précédent et le nombre d'élèves inscrits au 1^{er} degré à la date du 1^{er} septembre.

En cas de fermeture définitive d'un premier degré commun ou d'un premier degré différencié alors qu'un établissement scolaire n'organise qu'un seul de ces degrés, ou des deux degrés, les périodes-professeurs générées au 15 janvier de l'année scolaire précédant la fermeture définitive du degré ou des deux degrés peuvent être transférées aux autres degrés de l'établissement scolaire concerné. »;

2. l'alinéa 1 du § 4 est remplacé par ce qui suit :

« Un maximum de 3 % du nombre total de périodes-professeurs calculé en application des articles 7, 8 à 14, et 17 du présent décret – après soustraction du prélèvement zonal visé à l'article 21, § 1^{er}, peut être utilisé pour les missions collectives visées aux articles 9, 10 et 11 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs.?».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998*

portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 29. Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'article 19, § 1^{er}, les mots « 24 périodes de cours par semaine » sont remplacés par les mots « le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 1^{er}, 3^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs »;

2. à l'article 20, § 1^{er}, les mots « 24 périodes de cours par semaine » sont remplacés par les mots « le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 1^{er}, 4^o, du décret du 14, mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs »;

3. à l'article 21, § 1^{er}, les mots « 24 périodes de cours par semaine » sont remplacés par les mots « le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 1^{er}, 4^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs »;

4. aux articles 18, § 1^{er}, c), § 3, dernier alinéa, et § 6, 19, § 3, 20, § 3, et 21, § 3, les mots « périodes de concertation » sont remplacés par les mots « périodes de travail collaboratif »;

5. aux articles 18, § 3, alinéa 1^{er}, 19, § 2, alinéa 1^{er}, et 20, § 2, alinéa 1^{er}, les mots « prestations de cours et de surveillance » sont remplacés par les mots « prestations de travail en classe, de surveillance telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 4), du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, et de missions de service à l'école et aux élèves visées aux articles 9, 10 et 11 de ce même décret »;

6. aux articles 18, § 3, alinéa 3, 19, § 3, alinéa 3, et 20, § 3, alinéa 3, les mots « les cours, les surveillances et la concertation » sont remplacés par les mots « les périodes de travail en classe, le travail collaboratif, les surveillances telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 4), du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, et les missions de service à l'école et aux élèves visées aux articles 9, 10 et 11 de ce même décret »;

7. à l'article 18, § 6, l'alinéa suivant est ajouté :

« Le directeur dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut charger les maîtres de psychomotricité d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin sans que la durée totale de leurs prestations de travail en classe et de surveillance ne puisse dépasser 1560 minutes par semaine. »;

8. à l'article 22, l'alinéa 1^{er} est remplacé par :

« Les directeurs sont présents pendant la durée des cours. Ils peuvent assister aux séances de travail collaboratif. ».

Art. 30. Dans le même décret, sont abrogés :

1. les §§ 1 et 2 et § 3, alinéa 5, de l'article 18;

2. à l'article 19, § 1^{er}, les mots « Toutefois, pour autant que les nécessités du service le permettent, le Gouvernement, sur demande du directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut réduire ce nombre de périodes jusqu'à un minimum de 22 périodes hebdomadaires après avoir procédé à la concertation avec les organisations syndicales représentatives, conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2. ».

Art. 31. A l'article 33, § 3, du même décret, un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 4 et 5. Ce nouvel alinéa est rédigé comme suit :

« Quand il s'applique à une école relevant du niveau fondamental en ce compris entre plusieurs établissements distincts lorsqu'ils relèvent du même Pouvoir organisateur, le présent paragraphe peut bénéficier aux différents établissements qu'ils soient de niveaux d'enseignement maternel ou primaire. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire*

Art. 32. Un paragraphe 5, rédigé comme suit, est ajouté à l'article 7 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire :

« § 5. Les demi-jours visés au présent article ne peuvent être comptabilisés comme du travail collaboratif tel que défini au chapitre 6 du titre 2 du décret du 14 mars 2019 relatif à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière*

Art. 33. Un paragraphe 6, rédigé comme suit, est ajouté à l'article 8 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière :

« § 6. Les demi-jours visés au présent article ne peuvent être comptabilisés comme du travail collaboratif tel que défini au chapitre 6 du titre 2 du décret du 14 mars 2019 relatif à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 34. A l'article 29 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

1. au § 1^{er}, les mots « 24 périodes de cours par semaine » sont remplacés par les mots « le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 1^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs »;

2. à l'alinéa 1^{er} du § 2, les termes « prestations de cours et de surveillance » sont remplacés par les termes « prestations de travail en classe, de surveillance telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 4), du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, et de missions de service à l'école et aux élèves visées aux articles 9, 10 et 11 de ce même décret. »;

3. à l'alinéa 2 du § 2, les termes « les cours, les surveillances et les périodes de conseil de classe » sont remplacés par les termes « le travail en classe, les surveillances telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 4), du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, les missions de service à l'école et aux élèves, visés aux articles 9, 10 et 11 de ce même décret »;

le § 3 est supprimé.

Art. 35. A l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au § 1^{er}, les mots « 22 périodes de cours par semaine » sont remplacés par les mots « le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 3^o et 4^o du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs »;

2. à l'alinéa 1^{er} du § 2, les termes « prestations de cours et de surveillance » sont remplacés par les termes « prestations de travail en classe, de surveillance telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 4), du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, et de missions de service à l'école et aux élèves visées aux articles 9, 10 et 11 de ce même décret »;

3. l'alinéa 1^{er} du § 3 est supprimé;

4. à l'alinéa 2 du § 3, les termes « les cours, les surveillances, les périodes de conseil de classe » sont remplacés par les termes « le travail en classe, les surveillances telles que visées à l'article 8, § 1^{er}, 4), du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, et les missions de service à l'école et aux élèves, visés aux articles 9, 10 et 11 de ce même décret ».

Art. 36. L'article 39 du même décret est remplacé par :

« Art. 39. Les périodes de conseil de classe ne sont pas comptabilisées dans le capital-périodes. ».

Art. 37. Dans le même décret, à l'article 68, les modifications suivantes sont apportées :

1. le paragraphe 1^{er} est remplacé par :

« § 1^{er}. Les professeurs de cours généraux, les professeurs de cours généraux chargés des cours en immersion, et les professeurs de cours spéciaux à prestations complètes assurent le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 5^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours, de direction de classe, et de guidance des élèves ou de recyclage.

Les professeurs de cours philosophiques ou de morale non confessionnelle à prestations complètes assurent le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 9^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours, de direction de classe, et de guidance des élèves ou de recyclage »;

2. le § 2 est abrogé;

3. le § 3 est remplacé par la disposition suivante et devient le § 2 :

« § 2. Les professeurs de cours techniques, à prestations complètes assurent :

1^o pour les formes 1, 2 et 3, le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 6^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

2^o pour la forme 4, le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 7^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs.

Sont comprises dans ces périodes les périodes de cours, de direction de classe et de guidance des élèves ou de recyclage. ».

4. le § 4 qui devient § 3 est remplacé par :

« § 3. Les professeurs de pratique professionnelle à prestations complètes assurent pour le travail en classe :

1^o dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2 et 3, le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 8^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours et de direction de classe;

2^o dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 du 1^{er} degré, le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 10^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours et de direction de classe;

3^o dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 du 2^e degré, le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 11^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours et de direction de classe.

Ils sont habilités à enseigner les cours techniques afférents à leur discipline, pour autant que toutes les dispositions statutaires soient respectées et que cela n'entraîne pas de dépenses supplémentaires pour le budget de la Communauté française. »;

5. le § 5 devient le § 4.

Art. 38. Dans le même décret, à l'article 69, les modifications suivantes sont apportées :

1. le § 1^{er} est remplacé par :

« § 1^{er}. Les professeurs de cours généraux, les professeurs de cours généraux chargés des cours en immersion, les professeurs de cours philosophiques et les professeurs de cours spéciaux à prestations complètes sont tenus d'assurer le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 12^o et 14^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours, de direction de classe, et de guidance des élèves ou de recyclage. ».

2. le § 2 est abrogé;

3. le § 3 est remplacé par la disposition suivante et devient le § 2 :

« § 2. Les professeurs de cours techniques, à prestations complètes assurent le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 13^o, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours, de guidance des élèves ou de recyclage, et de direction de classe. »;

4. le § 4 qui devient le § 3, est remplacé par :

« § 3. Les professeurs de pratique professionnelle à prestations complètes assurent le nombre de périodes de travail en classe prévu par l'article 3, § 2, 15°, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, en ce compris les heures de cours et de direction de classe.

Ils sont habilités à enseigner les cours techniques afférents à leur discipline, pour autant que toutes les dispositions statutaires soient respectées et que cela n'entraîne pas de dépenses supplémentaires pour le budget de la Communauté française. »;

5. le § 5 devient le § 4.

Art. 39. A l'article 78 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de conseil de classe, de travail en équipe, » sont supprimés;
2. au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « , deux périodes de conseil de classe et travail d'équipe » sont supprimés.

Art. 40. A l'article 99 du même décret, les mots « à 32 », « à 36 », « à 38 » sont supprimés.

Art. 41. L'article 100 du même décret est remplacé par ce qui suit :

Les périodes consacrées au travail collaboratif visé à l'article 19 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs sont comprises dans les prestations telles que définies à l'article 99.

Art. 42. L'article 101 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les membres du personnel paramédical, social et psychologique sont tenus de remplir les missions suivantes, en plus des périodes visées à l'article 99 :

1. sur la base d'un calendrier annuel ou trimestriel fixé anticipativement, la participation aux réunions entre membres de l'équipe éducative et parents;
2. la participation durant les heures scolaires aux activités socioculturelles et sportives en lien avec le projet d'établissement;
3. la participation aux conseils de classe fixés anticipativement dans un calendrier annuel ou trimestriel;
4. les autres services rentrant dans les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements visées aux articles 17 et 17bis du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, 10 et 10bis du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné et 9 et 9bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. ».

Art. 43. Dans le même décret, l'article 110bis est remplacé par :

« Art. 110bis. Les périodes consacrées au conseil de classe et au travail collaboratif sont comprises dans les prestations telles que définies à l'article 110, alinéa 1^{er}. ».

Art. 44. Dans le même décret, il est ajouté un article 110ter, rédigé comme suit :

« Art. 110ter. — Les éducateurs exerçant une fonction à prestations complètes sont tenus d'accomplir 60 périodes de travail collaboratif par année scolaire dans l'enseignement maternel et secondaire, et au moins 60 périodes de travail collaboratif dans l'enseignement primaire.

S'ils exercent une fonction à prestations incomplètes, leur volume de travail collaboratif est proportionnellement réduit.

Les périodes consacrées au travail collaboratif sont comprises dans les prestations telles que définies à l'article 110, alinéa 1^{er}. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française*

Art. 45. A l'article 45, alinéa 2, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, le 3e tiret est remplacé par ce qui suit :

« — au moins 100 minutes par semaine ou au moins 60 périodes par année scolaire de travail collaboratif ou, en dehors de la présence des élèves, de concertation avec les parents. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Art. 46. A l'alinéa 4 de l'article 7bis, § 6, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les mots « les 3 % visés » sont remplacés par « le pourcentage visé ».

TITRE IX. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 47. A l'article 50 du décret du 13 septembre 2018 modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un nouveau cadre de pilotage, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est abrogé;
2. à l'alinéa 2, les mots « en outre, » et « au plus tôt » sont supprimés.

Art. 48. L'article 145 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs est abrogé.

Art. 49. A l'article 149 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, les mots « Sauf en ce qui concerne les dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 145, » sont supprimés.

Art. 50. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019, sauf les articles 47, 48 et 49, qui entrent en vigueur le jour de son adoption, et les articles 6, § 2, et 20, § 2, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mars 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion
de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019.

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 749-1. – Amendements en commission, n° 749-2. – Rapport de commission, n° 749-3. – Texte adopté en commission, n° 749-4. – Amendements en séance, n° 749-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 749-6.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 13 mars 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11352]

14 MAART 2019. — Decreet houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op het kleuter-, lager, secundair met volledig leerplan en alternerend onderwijs, gewoon en gespecialiseerd, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Artikel 17 van dit decreet is van toepassing op internaten, opvangtehuizen en permanente opvangtehuizen georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

TITEL II. — Bepalingen betreffende de opdracht van de leden van het onderwijzend personeel

HOOFDSTUK I. — De componenten van de opdracht

Art. 2. § 1. De onderwijzende opdracht bestaat uit:

- 1° klassenwerk;
- 2° werk voor de klas;
- 3° school- en studentendienst;
- 4° opleiding tijdens de loopbaan;
- 5° collegiaal werk, d.w.z. een transversale oefeningsmodaliteit van de componenten 1° tot 4°.

§ 2. De lestijden bedoeld in de onderdelen van § 1 worden geteld in lestijden van 50 minuten.

§ 3. Het arbeidsreglement wordt in overeenstemming gebracht met dit decreet en bepaalt de nadere regels voor de uitoefening van de verschillende componenten van de personeelsopdracht.

§ 4. Personeelsleden die lokale sociale overlegorganen bijwonen, zien een of meer van de componenten van de opdracht bedoeld in de punten 1°, 3° of 5° van § 1 verminderd ten belope van de duur van deze zittingen.

HOOFDSTUK II. — *Klassenwerk*

Art. 3. § 1. In het gewoon onderwijs, bedragen de wekelijkse uren klassenwerk voor een ambt met voltijdse prestaties:

1 ° als onderwijzer kleuteronderwijs, 26 lestijden;

2 ° als meester psychomotoriek, in het kleuteronderwijs, 26 lestijden;

3 ° als onderwijzer lager onderwijs 24 lestijden;

4 ° als meesters zedenleer, katholieke godsdienst, islamitische godsdienst, israëlitische godsdienst, orthodoxe godsdienst, protestantse godsdienst, filosofie en burgerschap, lichamelijke opvoeding, tweede taal: Nederlands, tweede taal: Engels, tweede taal: Duits, in het lager onderwijs, 24 lestijden;

5 ° als leraar algemene vakken, technische vakken en niet-confessionele zedenleer, evenals katholieke godsdienst, islamitische godsdienst, israëlitische godsdienst, orthodoxe godsdienst en protestantse godsdienst in de lagere graad, 22 lestijden;

6 ° als leraar algemene vakken, technische vakken en niet-confessionele zedenleer, evenals katholieke godsdienst, islamitische godsdienst, israëlitische godsdienst, orthodoxe godsdienst en protestantse godsdienst in de hogere graad, 20 lestijden;

7 ° als leraar beroepspraktijk, 28 lestijden

8 ° als CEFA-begeleider, 34 lestijden.

§ 2. In het gespecialiseerd onderwijs, zijn de wekelijkse uren klassenwerk voor een voltijds ambt:

1 ° als onderwijzer kleuteronderwijs, 24 lestijden;

2 ° als meesters lichamelijke opvoeding, kleuteronderwijs, 24 lestijden;

3 ° als onderwijzer lager onderwijs, 22 lestijden;

4 ° als meesters zedenleer, katholieke godsdienst, islamitische godsdienst, israëlitische godsdienst, orthodoxe godsdienst, protestantse godsdienst, filosofie en burgerschap, lichamelijke opvoeding, tweede taal: Nederlands, tweede taal: Engels, tweede taal: Duits, in het lager onderwijs, 22 lestijden;

5 ° als leraar algemene vakken op de lagere graad, 20 lestijden;

6 ° als leraar technische vakken op de lagere graad (vormen 1, 2 en 3), 22 lestijden;

7 ° als leraar technische vakken op de lagere graad (vorm 4), 20 lestijden;

8 ° als leraar beroepspraktijk op de lagere graad (vormen 1, 2 en 3), 22 lestijden;

9 ° als leraar niet-confessionele zedenleer, katholieke godsdienst, islamitische godsdienst, israëlitische godsdienst, orthodoxe godsdienst, protestantse godsdienst in de lagere graad, 20 lestijden;

10 ° als leraar beroepspraktijk in de lagere graad (vorm 4 van de 1e graad), 20 lestijden;

11 ° als leraar beroepspraktijk in de lagere graad (vorm 4 van de 2e graad), 26 lestijden;

12 ° als leraar algemene vakken in de hogere graad (vorm 4), 18 lestijden;

13 ° als leraar technische vakken in de hogere graad (vorm 4), 18 lestijden;

14 ° als leraar niet-confessionele zedenleer, katholieke godsdienst, islamitische godsdienst, israëlitische godsdienst, orthodoxe godsdienst, protestantse godsdienst in de hogere graad (vorm 4), 18 lestijden;

15 ° als leraar beroepspraktijk in de hogere graad (vorm 4), 26 lestijden.

Art. 4. In afwijking van artikel 3 mag een lid van het onderwijzend personeel in het gewoon onderwijs deze wekelijkse planning overschrijden, indien hij aanvullende lestijden in het kader van de toepassing van artikel 5 aanvaardt.

In afwijking van artikel 3 mag een lid van het onderwijzend personeel in het gespecialiseerd onderwijs dat wekelijkse schema plus twee lestijden van collegiaal werk overschrijden, indien hij aanvullende lestijden aanvaardt in het kader van de toepassing van artikel 5.

Art. 5. § 1. "Aanvullende lestijd" betekent elke lestijd die het concept van een ambt met voltijdse prestaties overschrijdt in de zin van artikel 4 van het koninklijk decreet van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs en artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het leidinggevend en onderwijzend, opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

Aanvullende lestijden geven geen aanleiding tot vakantiegeld, eindejaarsuitkering en uitgestelde wedde.

Onverminderd de bepalingen inzake de vaststelling van de wedde van leerkrachten die een hoofdamt met volledige of onvolledige prestaties die een eenheid vormen, uitoefenen, wordt op de ambtenaar die aanvullende lestijden in eenzelfde ambt uitoefent de weddeschaal met betrekking tot het bedoelde ambt toegepast.

Wanneer de ambtenaar aanvullende lestijden in meerdere ambten verstrekt, wordt de berekening van de bezoldiging voor elk ambt uitgevoerd.

§ 2. Deze lestijden worden door de inrichtende macht toegewezen aan de personeelsleden van de categorie leidinggevend en onderwijzend personeel in het onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenningsorde van de betrekkingen aan de personeelsleden.

Voor het kleuter- en lager onderwijs worden deze lestijden ook toegewezen aan:

a) ofwel bij ontstentenis van kandidaat met een bekwaamheidsbewijs van hoger niveau, hetzelfde niveau of niveau juist lager dan dat van het personeelslid dat wordt voorgesteld voor een opdracht verder dan een voltijdse betrekking met een maximum van 4 lestijden,

b) ofwel bij ontstentenis van kandidaat met een bekwaamheidsbewijs van hoger niveau, hetzelfde niveau of niveau juist lager dan dat van het personeelslid dat wordt voorgesteld voor een opdracht verder dan de verstrekte tijd, als gevolg van een niet bezoldigd deeltijds verlof, voor een maximum van 4 lestijden.

Voor het secundair onderwijs worden deze lestijden verder toegewezen aan:

a) ofwel, door niet twee lestijden te overschrijden om te voorkomen dat een blok cursussen dat door hetzelfde personeelslid wordt verstrekt, wordt gesplitst;

b) ofwel bij ontstentenis van kandidaat met een bekwaamheidsbewijs van hoger niveau, hetzelfde niveau of niveau juist lager dan dat van het personeelslid dat wordt voorgesteld voor een opdracht verder dan een voltijdse opdracht voor een maximum van 4 lestijden. In afwijking hiervan kunnen 6 lestijden aan hetzelfde personeelslid worden toegewezen wanneer deze één blok cursussen vorme;

c) ofwel bij ontstentenis van kandidaat met een bekwaamheidsbewijs van hoger niveau, hetzelfde niveau of niveau juist lager dan dat van het personeelslid dat wordt voorgesteld voor een opdracht verder dan de verstrekte tijd, als gevolg van een niet bezoldigd deeltijds verlof, voor een maximum van 4 lestijden. In afwijking hiervan kunnen 6 lestijden worden toegewezen aan hetzelfde personeelslid wanneer deze één blok cursussen vormen.

Deze aanvullende lestijden kunnen alleen worden toegewezen voor klassenwerk.

Na toepassing van de statutaire regels voor de toekenningsorde van de betrekkingen, als er meerdere leerkrachten deze lestijden aanvragen, worden ze toegewezen volgens een prioriteit bepaald in functie van de vereiste, voldoende, schaarste- of andere kwaliteit in het bekwaamheidsbewijs van het lid van het personeel voor het ambt bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juni 2014 betreffende de ambten, bekwaamheidsbewijzen en barema's tot uitvoering van de artikelen 7, 16, 50 en 263 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De lestijden toegekend krachtens de punten a) en b) van lid 2, b) en c) van lid 3 kunnen slechts aan een lid van het vast benoemd personeel of prioritair tijdelijk personeelslid toegekend worden in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De in deze context verstrekte diensten kunnen gewaardeerd worden bij de berekening van de ambts- en dienstanciënniteit zoals bedoeld in de verschillende statuten met als doel het laten gelden van de statutaire rechten op de prioriteit bij de benoeming of tijdelijke aanwerving in het gesubsidieerd onderwijs of worden aangesteld als prioritair tijdelijk of beschermd personeelslid in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Aanvullende lestijden zijn niet inbegrepen in de limieten van 1560 minuten per week of 962 uur per jaar vastgelegd in de artikelen 18, § 3, 19, § 2, 20, §§ 2 en 3, en 21, §§ 2. en 3, van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en wijziging van de onderwijswetgeving, en de artikelen 29, § 2 en 30, §§ 2 en 3, van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Het toekennen van aanvullende lestijden kan in geen geval leiden tot een benoeming of werving in vast verband buiten een volledige opdracht.

HOOFDSTUK III. — *Werk voor de klas*

Art. 6. § 1. Het werk voor de klas bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, omvat voor het personeelslid inzonderheid de volgende opdrachten:

- a) de voorbereiding en ontwikkeling van onderwijssequentie;
- b) de voorbereiding van de dragers van de onderwijssequentie;
- c) de voorbereiding, verbetering en codering van evaluatie;
- d) het administratief beheer van de leerlingen die hem zijn toevertrouwd en van de klasse of klassen die hem is toevertrouwd;
- e) het pedagogisch beheer van de leerlingen die hem zijn toevertrouwd en de klas of klassen die hem zijn toevertrouwd, in voorkomend geval met het psycho-medisch-sociale centrum en, voor het gespecialiseerd onderwijs, met inachtneming van het overleg bedoeld in artikel 2, § 4, van voormeld decreet van 3 maart 2004.

§ 2. De personeelsleden die onder deze titel vallen, worden vergoed voor het gebruik om professionele doeleinden van hun privécomputer en hun privé-internetverbinding, in het kader van de in artikel 2, § 1 gedefinieerde componenten, inzonderheid 1° en 2°, als terugbetaling van kosten die specifiek zijn voor de werkgever.

Deze vergoeding komt overeen met een jaarlijks forfaitair bedrag van 100 euro, betaald vóór 31 december van elk kalenderjaar waarin het personeelslid een of meer prestatielestijden kan laten gelden die ten minste als geheel 90 dagen aan effectieve onderwijsprestaties tijdens het kalenderjaar bedragen, vanaf 30 november inbegrepen. Dit bedrag wordt rechtstreeks aan de personeelsleden betaald door de Diensten van de Regering.

HOOFDSTUK IV. — *School- en studentendienst*

Art. 7. De opdrachten van de school- en de studentendienst bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, bestrijken twee soorten opdrachten:

- 1° de verplichte opdrachten voor alle leden van het onderwijzend personee;
- 2° collectieve opdrachten, waarvan de thema's kunnen worden behandeld op het niveau van de schoolinrichting door de opdracht toe te vertrouwen aan een of meer specifieke personeelsleden.

Art. 8. § 1. In het gewoon basisonderwijs zijn de opdrachten bedoeld in artikel 7, 1°, de volgende:

- 1) op basis van een vooraf vastgestelde jaar- of kwartaalkalender, de deelname aan vergaderingen tussen leden van het opvoedingsteam en ouder;
- 2) de deelname tijdens schooluren aan sociaal-culturele en sportieve activiteiten die verband houden met het inrichtingsproject;
- 3) de deelname aan vergaderingen waar de opleidende en met een getuigschrift bekrachtigde evaluaties worden besproken, inclusief die met betrekking tot, waar passend, het behoud van een leerlin;
- 4) de toezichtminuten per week die zijn opgenomen in de 1560 minuten bedoeld in de artikelen 18, § 3 en 19, § 2, van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

5) andere diensten die deel uitmaken van de prestaties die nodig zijn voor de goede werking van de inrichtingen bedoeld in de artikelen 17 en 17bis van het decreet van 1 februari 1993 tot bepaling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, 10 en 10bis van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en 9 en 9bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

§ 2. In het gewone en gespecialiseerde secundair onderwijs van vorm 4 zijn de opdrachten bedoeld in artikel 7, 1°, de volgende:

1) op basis van een vooraf vastgestelde jaar- of kwartaalkalender, de deelname aan vergaderingen tussen leden van het opvoedingsteam en ouder;

2) deelname tijdens schooluren aan sociaal-culturele en sportieve activiteiten die verband houden met het inrichtingsproject;

3) de deelname aan kwalificatie-examencommissies en begeleidingsrade;

4) de deelname aan de klassenraden - vooraf vastgestelde in een jaarlijkse of driemaandelijks kalender, deze gedurende welke worden besproken de formatieve en certificatie-evaluatie, en waar de beslissingen worden genomen met betrekking tot de bekrachtiging van de studies.

5) andere diensten die deel uitmaken van de diensten die nodig zijn voor de goede werking van de inrichtingen bedoeld in de artikelen 17 en 17bis van het decreet van 1 februari 1993 tot bepaling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, 10 en 10bis van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en 9 en 9bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

§ 3. In het gespecialiseerde kleuter- en lager onderwijs zijn de opdrachten bedoeld in artikel 7, 1°, de volgende:

1) op basis van een vooraf vastgestelde jaar- of kwartaalkalender, de deelname aan vergaderingen tussen leden van het opvoedingsteam en ouder;

2) de deelname tijdens schooluren aan sociaal-culturele en sportieve activiteiten die verband houden met het inrichtingsproject;

3) de deelname aan klassenraden vooraf vastgelegd in een jaar- of kwartaalkalende;

4) de toezichtsminuten per week opgenomen in de 1560 minuten bedoeld in de artikelen 29, § 2 en 30, § 2 van het decreet van 3 maart 2004 reeds genoemd;

5) andere diensten die deel uitmaken van de diensten die nodig zijn voor de goede werking van de inrichtingen bedoeld in de artikelen 17 en 17bis van het decreet van 1 februari 1993 tot bepaling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, 10 en 10bis van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en 9 en 9bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

§ 4. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1, 2 en 3 zijn de opdrachten bedoeld in artikel 7, 1°, de volgende:

1) op basis van een vooraf vastgestelde jaar- of kwartaalkalender, de deelname aan vergaderingen tussen leden van het opvoedingsteam en ouder;

2) de deelname tijdens schooluren aan sociaal-culturele en sportieve activiteiten die verband houden met het inrichtingsproject;

3) de deelname aan de kwalificatie-examencommissie;

4) deelname aan klassenraden vooraf vastgelegd in een jaar- of kwartaalkalende;

5) andere diensten die deel uitmaken van de diensten die nodig zijn voor de goede werking van de inrichtingen bedoeld in de artikelen 17 en 17bis van het decreet van 1 februari 1993 tot bepaling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, 10 en 10bis van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en 9 en 9bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

§ 5. De praktische nadere regels van deze opdrachten worden jaarlijks afgestemd in het lokale sociale overlegorgaan.

Art. 9. § 1. De opdrachten als bedoeld in artikel 7, lid 2, zijn de volgende:

1) afgevaardigde die belast is met de interne communicatie bij de inrichting;

2) afgevaardigde die belast is met de administratieve en/of pedagogische ondersteuning van de directie;

3) afgevaardigde die belast is met de betrekkingen met externe partners van de school;

4) afgevaardigde die belast is met de urenplanning;

5) afgevaardigde belast met de coördinatie van studentenstagen;

6) afgevaardigde - referent voor ander tijdelijk personeel dan nieuwelingen;

7) afgevaardigde die belast is met pedagogische coördinatie;

- 8) afgevaardigde - referent voor beginnende personeelsleden inclusief tijdelijke beginners;
- 9) afgevaardigde die belast is met het coördineren van stagemeeester;
- 10) afgevaardigde die belast is met de coördinatie van referentdocenten;
- 11) afgevaardigde die belast is met de betrekkingen met de ouders;
- 12) digitaal afgevaardigde - referen;
- 13) afgevaardigde die belast is met bemiddeling en het beheer van conflicten tussen studenten;
- 14) afgevaardigde die belast is met de studiekeuzebegeleiding van studenten;
- 15) afgevaardigde – referent voor specifieke behoeften en redelijke aanpassingen.

§ 2. De opdrachten bedoeld in § 1, punten 7) tot en met 15), vereisen dat het personeelslid aan wie de opdracht wordt toevertrouwd, binnen het schooljaar, een opleiding heeft gevolgd of zal beginnen te volgen die is bepaald of erkend door de inrichtende macht.

§ 3. De inrichtende macht of haar afgevaardigde, in het gesubsidieerde onderwijs, en de directeur, in het georganiseerde onderwijs, wijzen de opdrachten bedoeld in § 1 toe aan het einde van een oproep tot het indienen van kandidaturen wanneer een of meer lestijden-leerkracht of lestijdenpakketten toegekend onder titel 7 van dit decreet eraan gekoppeld zijn.

Deze oproep tot kandidaatstellingen wordt in de school aangeplakt en verspreid onder alle personeelsleden van de inrichting.

In de oproep voor kandidaatstellingen staat:

- a) de inhoud van de opdracht,
- b) het aantal toegewezen lestijden en het tijdstip van de prestaties,
- c) de duur van de opdracht en het mogelijk hernieuwbare karakter daarvan,
- d) de vereiste opleiding,
- e) eventuele aanvullende criteria die zijn vastgelegd door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, in het gesubsidieerde onderwijs, of door de directeur, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

De oproep voorziet in een minimumperiode van 10 werkdagen voor het indienen van de kandidaturen.

De oproep is onderworpen aan het voorafgaande advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officiële onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de lokale paritaire commissie en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, van het lokale orgaan voor sociaal overleg, of bij gebreke daarvan, van de vakbondsafvaardiging, met het recht van evocatie van het bemiddelingsbureau in geval van onenigheid.

De lestijden die aan de uitoefening van de bovengenoemde opdrachten zijn besteed, moeten door de inrichtende macht worden verbonden met een wervingsambt van de categorie van leidinggevend en onderwijzend personeel zoals bepaald door het bovengenoemde decreet van 11 april 2014.

Art. 10. De inrichtende macht, of haar afgevaardigde, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, of de directeur, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, kan met het opvoedingsteam een lijst opstellen van opdrachten die een aanvulling vormen op de opdrachten bedoeld in artikel 9 als onderdeel van het sturingsplan of de doelstellingenovereenkomst.

De toewijzing van deze opdrachten wordt uitgevoerd volgens de procedure van artikel 9, § 3, indien er een of meer lestijden-leraar of van lestijdenpakketten zijn die zijn toegekend krachtens titel 7 van dit decreet.

Art. 11. De inrichtende macht of haar afgevaardigde in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, of de directeur, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, kan een lijst van opdrachten aannemen die een aanvulling vormen op de opdrachten bedoeld in de artikelen 9 en 10, mits advies van het lokaal sociaal overlegorgaan.

De toewijzing van deze opdrachten geschiedt volgens de procedure van artikel 9, § 3, wanneer deze gekoppeld is aan een of meer lestijden-leerkracht of lestijdenpakketten toegekend krachtens titel 7 van dit decreet.

HOOFDSTUK V. — *Opleiding tijdens de loopbaan*

Art. 12. De opleiding tijdens de loopbaan omvat het proces van opleiding tijdens de loopbaan bedoeld bij het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs en het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

HOOFDSTUK VI. — *Collegiaal werk*

Art. 13. Collegiaal werk is het werk met andere personeelsleden en, indien van toepassing, de directie, waarbij het personeelslid enkele of alle van de volgende opdrachten uitvoert:

- a) deelname aan de vergaderingen van de pedagogische en opvoedingsteam;
- b) collegiaal werk met een pedagogisch doel, ondersteund door de directie, met andere personeelsleden, waaronder andere schoolinrichtingen of PMS-centra.

Lestijden van collegiaal werk worden niet meegeteld in het lestijdenpakket of het totale aantal lestijden van de inrichting, behalve in het gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, waar ze worden meegeteld ten belope van de lestijden bepaald in artikel 14, §§ 2 en 4.

Art. 14. § 1. In het gewone kleuteronderwijs, moet het voltijds onderwijzend personeel 60 lestijden per schooljaar collegiaal werk verrichten, buiten de in artikel 3 genoemde lestijden, de opdrachten bedoeld in artikel 8 en de verplichte dagen voor de opleiding tijdens de loopbaan bedoeld in de decreten van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs.

§ 2. In het gespecialiseerd kleuteronderwijs moeten de leerkrachten, naast hun klassenwerk, het equivalent uitvoeren van:

1 ° 2 lestijden van collegiaal werk per week als hun diensten tussen 12 en 24 lestijden binnen dezelfde inrichtende macht zij;

2 ° 1 lestijd van collegiaal werk per week als hun diensten tussen 7 en 11 lestijden binnen dezelfde inrichtende macht zijn.

Onder de 7 lestijden per week binnen dezelfde inrichtende macht, zijn hun verplichtingen beperkt tot de overdracht en de kennis van informatie die nuttig is voor de juiste organisatie van pedagogische activiteiten.

Wanneer een personeelslid niet verplicht is om het equivalent van twee lestijden van collegiaal werk uit te voeren, kan hij enkel worden beschouwd als een voltijds prestatieambt uitvoerend zijnde als de niet-verrichte lestijden van collegiaal werk vervangen worden door klassenwerk.

§ 3. In het gewoon lager onderwijs moet het voltijds onderwijzend personeel ten minste 60 lestijden per schooljaar van collegiaal werk verrichten, buiten de in artikel 3 genoemde lestijden, de opdrachten bedoeld in artikel 8 en de verplichte dagen van opleiding tijdens de loopbaan bedoeld in de decreten van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs.

§ 4. In het gespecialiseerd lager onderwijs zijn de leerkrachten verplicht om, naast hun klassenwerk, het equivalent uit te voeren van:

1 ° 2 lestijden van collegiaal werk per week als hun diensten tussen 11 en 22 lestijden binnen dezelfde inrichtende macht zijn;

2 ° 1 lestijd van collegiaal werk per week als hun diensten tussen 7 en 10 lestijden binnen dezelfde inrichtende macht zijn.

Onder de 7 lestijden per week binnen dezelfde inrichtende macht, zijn hun verplichtingen beperkt tot de overdracht en de kennis van informatie die nuttig is voor de juiste organisatie van pedagogische activiteiten.

Wanneer een personeelslid niet verplicht is om het equivalent van twee lestijden van collegiaal werk uit te voeren, kan hij enkel worden beschouwd als een voltijds prestatieambt uitvoerend zijnde als de niet-verrichte lestijden van collegiaal werk vervangen worden door klassenwerk.

§ 5. Als de personeelsleden bedoeld in §§ 1 en 3 een ambt vervullen met onvolledige prestaties, wordt hun gezamenlijke werklust evenredig verminderd.

Art. 15. § 1. - In het gewoon secundair onderwijs, moet het voltijds onderwijzend personeel 60 lestijden per schooljaar collegiaal werk verrichten, buiten de in artikel 3 genoemde lestijden, de opdrachten bedoeld in artikel 8 en de verplichte dagen voor de opleiding tijdens de loopbaan bedoeld in de decreten van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Als de personeelsleden een ambt vervullen met onvolledige prestaties, wordt hun gezamenlijke werklust evenredig verminderd

§ 2. In het gespecialiseerd secundair onderwijs moeten de personeelsleden, naast hun klassenwerk, het equivalent uitvoeren van:

1 ° 2 lestijden van collegiaal werk per week als hun prestaties tussen 11 en 22 lestijden binnen dezelfde inrichtende macht zijn;

2 ° 1 lestijd van collegiaal werk per week als hun diensten tussen 7 en 10 lestijden binnen dezelfde inrichtende macht zijn.

Onder de 7 lestijden per week binnen dezelfde inrichtende macht, zijn hun verplichtingen beperkt tot de overdracht en de kennis van informatie die nuttig is voor de juiste organisatie van pedagogische activiteiten.

Wanneer een personeelslid er niet toegehouden is collegiaal werk te verrichten, worden de niet-verstreckte lestijden vervangen door klassenwerk.

Wanneer een personeelslid niet verplicht is om het equivalent van twee lestijden van collegiaal werk uit te voeren, kan hij enkel worden beschouwd als een voltijds prestatieambt uitvoerend zijnde als de niet-verrichte lestijden van collegiaal werk vervangen worden door klassenwerk.

Art. 16. De organisatie van het collegiaal werk, inzonderheid de verspreiding ervan over het jaar, wordt in overleg bepaald binnen het lokaal orgaan voor sociaal overleg.

TITEL III. — Bepalingen met betrekking tot opvoeders

Art. 17. Opvoeders die een ambt met volledige prestaties uitvoeren, zijn vereist om uit te voeren:

1 ° in het gewoon kleuteronderwijs, 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar;

2 ° in het gewoon lager onderwijs, minstens 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar;

3 ° in het gewoon secundair onderwijs, 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar;

4 ° in internaten, opvangthuizen en permanente opvangthuizen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar.

Als ze een ambt uitvoeren met onvolledige prestaties, wordt hun gezamenlijke werklust proportioneel verminderd.

De lestijden die worden besteed aan het collegiaal werk zijn opgenomen in het volume prestaties van de opvoeders.

TITEL IV. — Bepalingen met betrekking tot CEFA-begeleiders

Art. 18. Begeleiders die een ambt met volledige prestaties uitoefenen, worden ertoe gehouden 60 lestijden collegiaal werk per schooljaar te verrichten.

Als ze een ambt uitvoeren met onvolledige prestaties, wordt hun gezamenlijke werklust proportioneel verminderd.

TITEL V. — Bepalingen betreffende de ambten van het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel

Art. 19. De personeelsleden die een ambt van het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel met volledige prestaties uitoefenen, zijn ertoe gehouden om het volgende uit te voeren:

1 ° in het gewoon of gespecialiseerd lager onderwijs, ten minste 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar;

2 ° in de andere niveaus en vormen van onderwijs, 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar.

Als ze een ambt met onvolledige prestaties uitoefenen, is hun volume van collegiaal werk verhoudingsgewijs verminderd.

TITEL VI. -- Bepalingen betreffende de selectie- en bevorderingsambten

Art. 20. § 1. De personeelsleden die een selectie- en bevorderingsambt met volledige prestaties uitoefenen, met uitzondering van de directeurs, zijn ertoe gehouden om het volgende uit te voeren :

- 1° in het gewoon of gespecialiseerd lager onderwijs, ten minste 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar;
- 2° in de andere niveaus en vormen van onderwijs, 60 lestijden van collegiaal werk per schooljaar.

Als ze een ambt met onvolledige prestaties uitoefenen, wordt hun volume van het collegiaal werk verhoudingsgewijs verminderd.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in deze titel, met uitzondering van de directeurs, worden vergoed voor het gebruik om beroepsdoeleinden van hun privé-computermiddel en hun privé-internetverbinding als terugbetaling van de kosten die eigen zijn aan de werkgever.

Deze vergoeding stemt overeen met een jaarlijks forfaitair bedrag van 100 euro, verrekend vóór 31 december van elk kalenderjaar waarin het personeelslid aanspraak kan maken op één of meer lestijden van prestaties met in totaal ten minste 90 dagen werkelijke prestaties van onderwijs tijdens het kalenderjaar, op 30 november inbegrepen. Dit bedrag wordt rechtstreeks verrekend aan de personeelsleden door de Diensten van de Regering.

TITEL VII. — Bepalingen betreffende de toekenning van aanvullende middelen in het kader van de toekomstige loopbaan in drie stappen

Art. 21. § 1. In het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, worden de aanvullende middelen voor de uitoefening van de opdrachten van de dienst voor de school en de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, § 1, 10 en 11 toegekend aan ervaren leerkrachten:

- a) vanaf 1 september 2019, 0,33 % van het lestijdenpakket, van het betrekingskader of het globaal NTPP (totaal aantal lestijden-leerkracht);
- b) vanaf 1 september 2020, 0,66 % van het lestijdenpakket, van het betrekingskader of van het globaal NTPP (totaal aantal lestijden-leerkracht);
- c) vanaf 1 september 2021, 1,00 % van het lestijdenpakket, van het betrekingskader of van het globaal NTPP (totaal aantal lestijden-leerkracht).

§ 2. De notie van "betrekingskader" bedoeld in § 1 bestaat, voor het gewoon basisonderwijs, uit de aanvulling van directie, de lestijden kleuteronderwijzers, de lestijden van psychomotoriek, de lestijden lager onderwijzers, de lestijden lichamelijke opvoeding en lestijden moderne talen. Het bevat geen lestijden filosofische cursussen, lestijden gedifferentieerde omkadering en de aanvullende omkadering bestemd voor het DASPA-systeem of het FLA-begeleidingssysteem.

De verhogingen van kader in het kleuteronderwijs bedoeld in de artikelen 43, 44, 44bis, 44ter van het bovenvermelde decreet van 13 juli 1998 worden niet in aanmerking genomen om de betrekingskader bedoeld in § 1 te bepalen."

Art. 22. De ervaren leerkracht beantwoordt aan de volgende voorwaarden:

- 1° hij heeft geen ongunstige evaluatie tijdens de laatste 10 jaren gekregen;
- 2° hij telt een anciënniteit van 15 jaar in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

TITEL VIII. — Wijzigingsbepalingen

HOOFDSTUK I. — Statutaire bepalingen

Art. 23. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, na de woorden « artikel 7 », worden de woorden « alsook in artikel 5 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten » toegevoegd;

2° in § 2, na de woorden « artikel 7 », worden de woorden « alsook in artikel 5 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten » toegevoegd.

Art. 24. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt een punt e) toegevoegd, luidend als volgt:

« e) als bijkomende lestijden zoals bepaald « alsook in artikel 5 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten ».

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt een titel III^{quater} toegevoegd, luidend als volgt :

« TITEL III^{quater}. — BIJKOMENDE LESTIJDEN.

Art. 44octies. De bezoldiging betreffende de bijkomende lestijden bedoeld in artikel 5 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, wordt berekend volgens de bezoldiging die het betrokken personeelslid zou bekomen, met zijn mogelijke anciënniteit die in deze berekening in aanmerking wordt genomen. ».

Art. 26. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 mei 1958 tot vaststelling van de schalen verbonden aan de graden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 28. In artikel 20 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1^{er} De overdrachten van lestijden-leerkracht toegewezen aan de eerste graad naar de andere graden zijn toegelaten naar rata van hoogstens 5% voor zover de drie volgende voorwaarden vervuld zijn :

a) de maxima per klas in de eerste graad zijn nageleefd;

b) de remediëring wordt georganiseerd voor de leerlingen van de eerste graad, inzonderheid door het aanvullend leerjaar voor de betrokken scholen, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;

c) met deze overdracht worden de gemiddelden en/of de maxima bedoeld in artikel 23bis, § 1, in een (van) de andere graad(en) nageleefd.

Indien het aantal leerlingen ingeschreven in de eerste graad op 1 september lager is dan het aantal leerlingen ingeschreven in de eerste graad op 15 januari tevoren, kan de overdracht van de lestijden-leerkracht naar de tweede graad 5 % van het NTPP overschrijden, voor zover het aantal overgebrachte lestijden niet hoger is dan het aantal lestijden veroorzaakt door het verschil tussen het aantal leerlingen ingeschreven in de eerste graad op de datum van 15 januari tevoren en het aantal leerlingen ingeschreven in de eerste graad op de datum van 1 september.

Bij de definitieve sluiting van een gemeenschappelijke eerste graad of van een gedifferentieerde eerste graad terwiel de schoolrichting slechts één van deze graden of van beide graden organiseert, kunnen de lestijden-leerkracht ontstaan op 15 januari van het schooljaar voorafgaand aan de definitieve sluiting van de graad of van beide graden overgebracht worden naar de andere graden van de betrokken schoolrichting. ;

2° het eerste lid van § 4 wordt vervangen als volgt :

« Hoogstens 3 % van het totaal aantal lestijden-leerkracht berekend met toepassing van de artikelen 7, 8 tot 14, en 17 van dit decreet – na aftrekken van de zonale heffing bedoeld in artikel 21, § 1, kan gebruikt worden voor de collectieve opdrachten bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 29. In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 19, § 1, worden de woorden « 24 lestijden per week » vervangen door de woorden « het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten »;

2° in artikel 20, § 1, worden de woorden « 24 lestijden per week » vervangen door de woorden « het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten »;

3° in artikel 21, § 1, worden de woorden « 24 lestijden per week » vervangen door de woorden « het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten »;

4° in de artikelen 18, § 1, c), § 3, laatste lid, en § 6, 19, § 3, 20, § 3, en 21, § 3, worden de woorden « lestijden overleg » vervangen door de woorden « lestijden collegiaal werk »;

5° in de artikelen 18, § 3, eerste lid, 19, § 2, eerste lid, en 20, § 2, eerste lid, worden de woorden « onderwijs- en toezichtprestaties » vervangen door de woorden « klassenwerk- en toezichtprestaties zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4), van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, en dienstopdrachten aan de school en aan de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van ditzelfde decreet »;

6° in de artikelen 18, § 3, derde lid, 19, § 3, derde lid, en 20, § 3, derde lid, worden de woorden « de lessen, het toezicht als het overleg » vervangen door de woorden « de lestijden klassenwerk, het collegiaal werk, het toezicht zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4), van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, en de dienstopdrachten aan de school en aan de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van ditzelfde decreet »;

7° in artikel 18, § 6, wordt het volgende lid toegevoegd:

« De directeur, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, kunnen de meesters psychomotoriek opdragen te zorgen voor het toezicht op de leerlingen 15 minuten vóór het begin van de lessen en 10 minuten na het einde ervan zonder dat de totale duur van hun prestaties klassenwerk en toezicht 1560 minuten per week mag overschrijden. »;

8° in artikel 22 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

« De directeurs zijn aanwezig gedurende de schooltijd. Ze wonen de vergaderingen van het collegiaal werk bij. ».

Art. 30. In hetzelfde decreet worden opgeheven:

1° de §§ 1 en 2 en § 3, vijfde lid, van artikel 18;

2° in artikel 19, § 1, de woorden: « Voor zover de vereisten van de dienst het toelaten, kan de Regering het aantal lestijden, op verzoek van de directeur in het Frans Gemeenschapsonderwijs en van de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs en na overleg met de representatieve vakorganisaties, overeenkomstig artikel 18, § 1, lid 2, evenwel terugbrengen tot een minimum van 22 wekelijkse lestijden. ».

Art. 31. In artikel 33, § 3, van hetzelfde decreet wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het vierde en het vijfde lid. Dit nieuwe lid wordt opgesteld als volgt :

« Wanneer hij van toepassing is op een school op het basisniveau, waaronder verschillende afzonderlijke inrichtingen wanneer zij tot dezelfde inrichtende macht behoren, kan deze paragraaf ten goede komen aan de verschillende inrichtingen, ongeacht of zij zich op het kleuter- of lager niveau bevinden. ».

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs.

Art. 32. Aan artikel 7 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. De halve dagen bedoeld in dit artikel kunnen niet meegeteld worden als collegiaal werk zoals bedoeld in hoofdstuk 6 van titel 2 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten. ».

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

Art. 33. In artikel 8 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt een paragraaf 6 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De halve dagen bedoeld in dit artikel kunnen niet meegeteld worden als collegiaal werk zoals bedoeld in hoofdstuk 6 van titel 2 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten. ».

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Art. 34. In artikel 29 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden « 24 lestijden per week » vervangen door de woorden « het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten »;

2° in het eerste lid van § 2 worden de woorden « de lesprestaties en het toezicht » vervangen door de woorden « de lestijden klassenwerk, het collegiaal werk, het toezicht zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4), van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, en de dienstopdrachten aan de school en aan de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van ditzelfde decreet. »;

3° in het tweede lid van § 2 worden de woorden « de lessen, het toezicht en de lestijden klassenraad » vervangen door de woorden « het klassenwerk, het toezicht zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4), van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, en de dienstopdrachten aan de school en aan de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van ditzelfde decreet »;

4° § 3 wordt geschrapt.

Art. 35. In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « 22 lestijden per week » vervangen door de woorden « het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 3° en 4° van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten »;

2° in het eerste lid van § 2 worden de woorden « de lesprestaties en het toezicht » vervangen door de woorden « de prestaties klassenwerk en het toezicht zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4), van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, en de dienstopdrachten aan de school en aan de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van ditzelfde decreet »;

3° het eerste lid van § 3 wordt geschrapt;

4° in het tweede lid van § 3 worden de woorden « e lessen, het toezicht en de lestijden klassenraad » vervangen door de woorden « het klassenwerk en het toezicht zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4), van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, en de dienstopdrachten aan de school en aan de leerlingen bedoeld in de artikelen 9, 10 en 11 van ditzelfde decreet ».

Art. 36. Artikel 39 wordt vervangen als volgt :

« Art. 39. De lestijden klassenraad worden niet meegeteld in het lestijdenpakket. ».

Art. 37. In hetzelfde decreet, in artikel 68, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Verstrekken de leraren algemene vakken, de leraren algemene vakken die belast zijn met taalbadcursussen en de leraren bijzondere vakken met volledige prestaties het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 5° van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren, van de uren voor de klasleiding, en begeleiding van leerlingen of bijscholing.

Verstrekken de leraren filosofische cursussen en cursussen niet-confessionele zedenleer met volledige prestaties het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 9°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren, van de uren voor de klasleiding, en begeleiding van leerlingen of bijscholing »;

2° § 2 wordt opgeheven;

3° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling en wordt § 2 :

« § 2. Verstrekken de leraren technische cursussen met volledige prestaties :

1° voor de vormen 1, 2 en 3, het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 6°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;

2° voor de vorm 4, het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 7°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten.

Worden inbegrepen in deze lestijden, de lestijden lesuren, klasleiding en begeleidingsleiding van leerlingen of bijscholing. ».

4° § 4 die § 3 wordt, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Verstrekken de leraren beroepspraktijk met volledige prestaties voor de klassenwerk :

1° in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vormen 1, 2 en 3, het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 8°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren en van de uren voor de klasleiding;

2° in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 van de eerste graad, het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 10°, het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren en van de uren voor de klasleiding;

3° in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 van de tweede graad, het aantal lestijden klassenwerk bedoeld in artikel 3, § 2, 11°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren en van de uren voor de klasleiding.

Zij worden ertoe gemachtigd les te geven in de technische vakken met betrekking tot hun specialiteit, voor zover alle statutaire bepalingen in acht genomen worden en dat geen bijkomende uitgaven ten gevolge heeft voor de begroting van de Franse Gemeenschap. »;

5° § 5 wordt § 4.

Art. 38. In hetzelfde decreet, in artikel 69, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De leraren algemene vakken, de leraren algemene vakken die belast zijn met taalbadcursussen, de leraren filosofische cursussen en de leraren bijzondere cursussen met volledige prestaties worden ertoe gehouden voor het aantal lestijden klassenwerk te zorgen zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 12° en 14°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren, van de uren voor de klasleiding en begeleiding van leerlingen of bijscholing. ».

2° § 2 wordt opgeheven;

3° § 3 wordt vervangen door de volgende bepalingen en wordt § 2 :

« § 2. De leraren technische cursussen met volledige prestaties zorgen voor het aantal lestijden klassenwerk zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 13°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren, de uren voor de begeleiding van leerlingen of voor de bijscholing en van de klasleiding. »;

4° § 4 die § 3 wordt, wordt vervangen als volgt :

« § 3. De leraren beroepspraktijk met volledige prestaties verstrekken het aantal lestijden klassenwerk zoals bedoeld in artikel 3, § 2, 15°, van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, met inbegrip van de lesuren en van de uren voor de klasleiding.

Zij worden ertoe gemachtigd les te geven in de technische vakken met betrekking tot hun specialiteit, voor zover alle statutaire bepalingen in acht genomen worden en dat geen bijkomende uitgaven ten gevolge heeft voor de begroting van de Franse Gemeenschap.»;

5° § 5 wordt § 4.

Art. 39. In artikel 78 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « de klassenraad, het teamwerk, » geschrapt;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « ,twee werktijden voor de klassenraad en het teamwerk geschrapt.

Art. 40. In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de woorden « tot 32 », « tot 36 », « tot 38 » geschrapt.

Art. 41. – Artikel 100 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

De werktijden bestemd voor het collegiaal werk bedoeld in artikel 19 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten, worden vervat in de prestaties zoals bedoeld in artikel 99.

Art. 42. Artikel 101 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De leden van het paramedisch, maatschappelijk en psychologisch personeel worden ertoe gehouden de volgende opdrachten uit te voeren boven de lestijden bedoeld in artikel 99 :

1) op basis van een jaarlijkse of driemaandelijks kalender die op voorhand vastgesteld wordt, de deelname aan de vergaderingen tussen de leden van het opvoedingsteam en de ouders;

2) de deelname tijdens de schooluren aan de sociaal-culturele en sportactiviteiten in verband met het inrichtingsproject;

3) de deelname aan de klassenraden die op voorhand bepaald worden in een jaarlijkse of driemaandelijks kalender;

4) de andere diensten die in de prestaties inbegrepen worden en die nodig zijn voor de goede werking van de inrichtingen bedoeld in de artikelen 17 en 17bis van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, 10 en 10bis van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs en 9 en 9bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, [gespecialiseerd], middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. ».

Art. 43. In hetzelfde decreet wordt artikel 110bis vervangen door:

« Art. 110bis. De lestijden bestemd voor de klassenraad en het collegiaal werk worden vervat in de prestaties zoals bedoeld in artikel 110, eerste lid. ».

Art. 44. In hetzelfde decreet wordt een artikel 110ter toegevoegd, luidend als volgt:

« Art. 110ter. — De opvoeders die een ambt met volledige prestaties uitoefenen, zijn ertoe gehouden 60 lestijden collegiaal werk per schooljaar in het kleuter- en secundair onderwijs uit te voeren en ten minste 60 lestijden collegiaal werk in het lager onderwijs.

Indien ze een ambt met volledige prestaties uitoefenen, wordt het volume van collegiaal werk verhoudingsgewijs verminderd.

De lestijden bestemd voor het collegiaal werk zijn begrepen in de prestaties zoals bedoeld in artikel 110, eerste lid. ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd.*

Art. 45. In artikel 45, tweede lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt het 3de streepje vervangen als volgt:

« — ten minste 100 minuten per week of ten minste 60 lestijden per schooljaar van collegiaal werk of, buiten de aanwezigheid van leerlingen, van overleg met de ouders. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs.*

Art. 46. In het vierde lid van artikel 7bis, § 6, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, worden de woorden « de 3 % bedoeld » vervangen door de woorden « het percentage bedoeld ».

TITEL IX. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 47. In artikel 50 van het decreet van 13 september 2018 tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheve;

2° in het tweede lid worden de woorden « ovdien, » en « op zijn vroegst » geschrapt.

Art. 48. Artikel 145 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, wordt opgeheven.

Art. 49. In artikel 149 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, worden de woorden « met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding wordt vastgelegd door artikel 145 » geschrapt.

Art. 50. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019, behalve de artikelen 47, 48 en 49, die de dag waarop het aangenomen in werking treden, en de artikelen 6, § 2, en 20, § 2, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 749-1. Commissieamendementen, nr. 749-2. - Commissieverslag nr. 749-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 749-4. - Vergaderingsamendementen, nr. 749-5. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 749-6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2019/11294]

20 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles, 7, § 1^{er}, 4^e, 8, 10, § 5, et 12, § 4, du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du Numérique et de l'Informatique en Communauté française;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu le « test genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2019;

Vu l'avis n° 65.178/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'e-gouvernement et l'informatique administrative dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o « Ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'informatique dans ses attributions;

2^o « décret gouvernance » : décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française;

3^o « jours ouvrables » : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.